

Tout n'est qu'une question de « mesures » !

Dans les bons établissements on apprend aux jeunes élites à toujours « mesurer » leurs propos. Comme l'écrit Emmanuel Kant « *On ne mesure l'intelligence d'un individu qu'à la quantité d'incertitudes qu'il est capable de supporter* ». Dans nos univers cartésiens les contraires doivent ainsi s'opposer de façon équilibrée afin de permettre à la synthèse d'être brillante et incontournable dans ses conclusions, et ce quelle que soit la réalité et encore plus la vérité à traiter... Celui qui s'en approche, grâce à la subtilité de son raisonnement, mérite alors le titre « *d'honnête homme* ». Certes si l'exercice a ses vertus pour entraîner l'esprit à la dialectique, il trouve très vite ses limites face à des environnements turbulents, mutants et déstabilisants. Par ailleurs à force de faire dans la « *bonne mesure* » notre société a fini par devenir une médiocratie dotée d'une bonne langue de bois qui a réponse à tout sauf à l'essentiel. A l'heure où il faudrait renouer avec l'esprit critique et le discernement, socles de la véritable intelligence, nous privilégions trop souvent l'esprit servile et le moutonnement. Il suffit d'observer comment nous réagissons quotidiennement face à l'actualité (en privilégiant plutôt telle information que telle autre) pour s'interroger sur notre niveau réel d'intelligence. Pourtant tout est bien une question de mesures. Il faut avouer que dans ce domaine l'humanité n'a jamais eu autant de moyens et de facilités pour évaluer tout et son contraire. Mais pourquoi devons nous faire face à l'ère d'Internet à de tels errements de jugement et à tant d'erreurs d'appréciation alors que la moindre information met seulement trois minutes pour faire le tour de la planète et que nous n'avons jamais eu autant d'expertises disponibles. Pour illustrer le propos prenons quelques exemples dans l'actualité:

L'Irak : tous les jours pendant trois ans, une fois par semaine maintenant, nous sommes agressés par les médias avec l'annonce d'un nouvel attentat qui est toujours « plus meurtrier » avec son lot de 10 à 40 morts parmi la population et ses quelques soldats américains ciblés pour leur présence évidemment illégitime, selon les jugements des chroniqueurs. Officiellement selon le Pentagone, le conflit a fait en 4 ans, soit entre le 20 mars 2003 et le 25 juin 2007 : 3525 victimes du côté des militaires américains dont 2848 pour « faits de guerre » (morts au combat ou par attentat) soit 82% des décès constatés. Les effectifs engagés du côté américain sur le terrain sont de l'ordre de 130 000 civils et de

160 000 militaires. Du côté de la population civile irakienne, selon l'ONU, qui reste l'autorité de référence sur ces questions, une moyenne de 100 irakiens auraient été tués quotidiennement (par la guerre civile ou lors des combats avec les troupes de la coalition) soit en termes de projection de l'ordre de 120 à 140 000 personnes. Bien que ce soit surprenant pour le lecteur, tous ces chiffres sont inférieurs aux guerres civiles que nous avons connues à nos portes depuis 1990 : pour l'Ex-Yougoslavie la guerre civile a fait plus de 220 000 morts parmi les populations, elle a coûté la vie à 167 hommes de la Forpronu (dont plus de la moitié à l'armée française) pour un effectif engagé de 38 000 militaires. Cela signifie que comparé à la guerre d'Irak les américains ont eu deux fois moins d'attrition que nous dans les Balkans (2% des effectifs engagés contre 4% pour nous) et la maîtrise du terrain est meilleure, contrairement aux évaluations de la presse, alors qu'il s'agit d'une guerre, ce qui n'était pas le cas en ex-Yougoslavie. Il faut rappeler que, selon les terminologies de l'ONU pour les Balkans, nous étions engagés dans un processus de « maintien de la paix »....

Que dire des chiffres de la guerre civile algérienne qui aurait fait depuis 1992 plus de 500 000 morts soit deux fois l'équivalent du tsunami en Asie du sud-est en janvier 2005. Que dire de la seconde guerre civile au Soudan qui aboutit au chiffre inouï de plus de 2 millions de morts par génocide et famine... L'Irak, comme l'Afghanistan sont considérés comme des « guerres » alors que les autres théâtres d'opération sont présentés comme des « crises » voire des problèmes de « sécurité régionale ». Tout est relatif et si je me contente de mesurer et de comparer il y a moins de chance de mourir dans une guerre traditionnelle malgré sa brutalité que dans une crise onusienne ou dans un vulgaire conflit intercommunautaire loin des projecteurs des médias.

Il est évident que ce type d'analyse peut paraître insupportable et cynique si on n'en perçoit pas la finalité : le but de mon propos est d'attirer l'attention sur ces chiffres dont les médias ne font pas état et qui sont indispensables pour avoir une vision plus réelle du monde d'aujourd'hui. Personne ne veut entendre ce type de contradictions. Nous n'acceptons certaines informations que si elles répondent à nos filtres émotionnels, idéologiques, culturels. De fait pour alimenter notre bonne conscience nous isolons l'information de son contexte, ainsi nous l'aliénons et il devient facile de la manipuler pour alimenter nos croyances et soutenir nos jugements même s'ils ne correspondent plus à la réalité. Le résultat est tellement plus rassurant ! Cela nous permet de passer notre temps à fustiger avec beaucoup d'arrogance et d'assurance l'oncle Sam

pour son « imprévoyance » sur l'Irak alors que nous n'avons pas été capables au niveau européen au cours des quinze dernières années d'arrêter des massacres à nos portes.

Pendant que nous sommes focalisés sur l'éventuel échec de la politique américaine au Moyen Orient, les américains sont préoccupés par d'autres contingences internes. Ce qui est important pour les uns ne l'est pas forcément pour les autres. En cela la mesure n'est que « subjective ». Elle ne vaut que par rapport à ses propres intérêts. Protagoras l'exprimait ainsi : *« ce que l'homme appelle vertu, c'est toujours sa vérité, c'est-à-dire l'aspect sous lequel les choses lui apparaissent »*. Pourtant les préoccupations en question constituent des signaux très forts pour nos sociétés. Plutôt que d'être indifférents, nous devrions analyser en effet un peu plus ces guerres de bandes qui sévissent dans plusieurs états américains entre hispaniques, afro-cubains...et qui sont issues des phénomènes migratoires en provenance de leur flanc sud. Ces questions préfigurent ce que nous allons avoir à gérer au cours de la prochaine décennie, bien que ce soit déjà le cas pour la plupart des pays riverains de la méditerranée (cf. l'Italie, l'Espagne, la région PACA...). C'est ainsi qu'une ville comme la Nouvelle-Orléans, un an après le passage de Katrina, a enregistré cette année le triste record d'avoir eu plus de morts par criminalité que de soldats américains tués en Irak....La ville est considérée comme la plus dangereuse des Etats-Unis. Ce phénomène d'insécurité croissante à l'intérieur du territoire inquiète plus les américains que les résultats de la guerre en Irak, alors que chez nous c'est l'inverse : ce qui est loin et étranger nous angoisse, ce qui est prêt et évident nous rassure.

La santé : autre dossier très sensible puisqu'il touche à la maîtrise du vivant et flirte avec notre peur viscérale de la mort. Les médias nous matraquent régulièrement avec telle ou telle maladie rare (mucoviscidose, myopathie,...) qui va envahir les journaux, le petit écran. Certes ces maladies sont insupportables et très douloureuses, mais focaliser l'attention de la population sur ces phénomènes ne doit pas nous faire oublier que pendant ce temps, entre 10 000 et 13 000 patients (soit 3, 7 fois plus que les soldats américains tués depuis 4 ans en Irak...) meurent chaque année dans les hôpitaux français d'infections nosocomiales sur les 100 000 malades touchés (soit 5 à 7% des patients hospitalisés). Par ailleurs, tout le monde sait que le tabac est responsable d'un décès par cancer sur trois (cancer du poumon), mais aussi de risques associés d'infarctus du myocarde. Il tue 66 000 personnes chaque année en France (plus que la guerre civile en Algérie...). Par ailleurs, on estime à environ

20 000 les décès cardiaques liés à la « malbouffe ». Rapporté au nombre de naissance (796 800 en 2006 pour la France) le taux d'attrition lié à ces mauvaises hygiènes de vie est de l'ordre de 10% à 12%, ce qui est considérable. Si nous devions conserver l'échelle de comparaison du départ avec l'engagement militaire sur des théâtres de guerre cela signifierait que nous consommons bêtement au sein de nos sociétés chaque année l'équivalent de deux à trois corps d'armée, les seuls accidents de la route (8 000 décès par an, soit deux fois les morts américains en Irak en 4 ans...) correspondent à eux seuls à l'équivalent d'une division d'infanterie...

Bien entendu nous pouvons relativiser ces chiffres, après tout nous sommes loin des 8 millions de morts de la première guerre mondiale, dont 300 000 seulement pour Verdun. Tout ceci laisse interrogatif quand on voit l'opinion publique ne pas supporter le moindre mort sur un champ de bataille et exiger du politique le « risque zéro » dans tous les domaines. Alors que dire sur les écarts de mesure que nous pouvons avoir entre les quelques victimes liées à l'épizootie aviaire (une centaine par rapport à une menace évaluée à plusieurs millions) et le nombre croissant de décès liés au paludisme (près de deux millions de morts sur les 300 à 500 millions de personnes infectés tous les ans, soit un enfant toute les 30 secondes...) ou par la tuberculose (entre 1,7 millions et 2 millions de personnes tuées en 2004 et près de 9 millions d'individus infectés chaque année, avec une progression de 20% par an).... Courteline résumait ce paradoxe des chiffres de la façon suivante : « *On ne saurait mieux mesurer l'absurdité des demi-mesures qu'à celles des mesures absolues !* »

La démographie et son arme cachée que sont les migrations de population constituent aussi un objet d'analyse comparée savoureux. Pendant que les médias s'excitent sur quelques sans-papiers qui campent aux bons carrefours avec le conseil d'associations, certes caritatives, mais très intéressées politiquement, il se passe à côté des mouvements de fond considérables. Prenons quelques chiffres. Pendant que j'écris ces lignes : 250 enfants sont nés en Chine, 350 en Inde, un peu plus en Afrique subsaharienne, 60 aux Etats-Unis... et seulement 13 en Europe. Pour ne prendre que les tendances, seulement un quart de la population chinoise a un quotient intellectuel élevé. Rapporté à la population ce chiffre est déjà supérieur à la population américaine. Quant aux indiens, pour ne prendre que ceux qui sont actuellement diplômés, soit 28% de la population, leur nombre dépasse celui de tous nos enfants en Europe. Si nous abordons l'univers des migrations sud-nord avec ces millions d'immigrés qui

viennent franchir clandestinement nos frontières, nous sommes sur des estimations hallucinantes que personne ne veut véritablement voir. Selon les Nations unies, la simple Europe vieillissante aurait besoin d'environ 1,6 à 2 millions d'immigrants par an pour que sa population active demeure à son seuil actuel, soit un flux quotidien de 5500 personnes en provenance d'Afrique, du Maghreb ou de ses frontières orientales. Face à ces questions, des murs se construisent un peu partout à Padoue, à Jérusalem, à San Diego... pour tenter de bloquer les flux des nouveaux entrants, d'endiguer des cohabitations impossibles et de limiter le choc de valeurs et des cultures qui se profilent.

Nous sommes toujours fascinés par l'arbre qui cache la forêt, surtout quand il est médiatiquement bien taillé et présentable aux yeux de l'opinion. Tout n'est bien qu'une question de mesure et d'angle de vue. Et comme tout a aussi un « coût », même si les faiseurs d'opinion ne vivent que de « coups », il faut aussi se pencher sur les paradoxes de l'information financière de notre quotidien. Ainsi, chaque jour, la Chine dégage 2 milliards de dollars de liquidités supplémentaires qui vont se rajouter à ses 1 430 milliards de réserve (depuis le début de l'année, 368 milliards de dollars ont été ajoutés aux réserves de devises du pays, soit une progression de plus de 40% par rapport à 2006 ...). De leur côté, les Etats-Unis ont dépensé l'équivalent en coût de fonctionnement interne et nous avons de nouveau augmenté notre endettement public pour le porter à 66% du PIB, soit 1200 milliards d'euros, uniquement pour maintenir le train de vie de l'Etat. Les chinois développent un « effet de levier » considérable en peu de temps avec beaucoup de cash prêt à être investi, les américains gèrent leur « leadership » pendant que nous cultivons de façon irresponsable des « effets pervers d'ancrage » afin de continuer à jouir de nos acquis. La mesure des résultats à moyen terme n'est pas du même ordre et l'on imagine bien qui va gagner et qui va perdre à ce jeu. Mais là aussi tout est relatif. Après tout nous avons bien résisté à la crise des « *subprime* », alors pourquoi s'en faire ? Pourtant, selon certaines évaluations, le coût de cette crise dépasserait celui de Katrina (qui reste pour les assureurs le plus gros sinistre connu). Mais là ce sont les discrètes banques centrales qui encaissent discrètement ce nettoyage nécessaire des bulles spéculatives qui sévissent depuis plus de dix ans. Cela ne fera qu'un petit point de croissance en moins pour les européens, et pour nous un peu plus d'endettement pour couvrir le déficit public sur le dos des contribuables. Une occasion de plus pour que nous français fassions la morale à nos voisins européens et repoussions aux calendes grecques ce que nous aurions dû entreprendre depuis longtemps.

Tout irait bien finalement si les chinois, les indiens, les sud-américains arrêtaient de procréer, de devenir aussi intelligents que nous, de débouler chez nous sans prévenir pour racheter nos entreprises et notre patrimoine. Tout serait parfait s'il n'y avait pas ce sacré dollar qui chute et ce Yuan sous-évalué ; si les cours du pétrole et ceux de toutes les matières premières, à commencer par les produits agricoles, ne flambaient pas (doublement pour le pétrole depuis un an). Tout serait génial si les tsars, dictateurs et terroristes respectaient enfin les droits de l'homme. Bien entendu tout ceci n'est plus « la faute à Voltaire » ni à Rousseau mais à Wall Street et à Ben Laden. Comme tout va très vite désormais sur cette planète et que tout le monde peut remettre en question nos parcelles de certitudes, il faut, si nous voulons conserver nos maigres acquis, fermer rapidement les frontières à la menace extérieure et convaincre nos congénères qu'ils sont victimes de la mauvaise foi des autres.

La tentation est aujourd'hui très forte de refermer nos raisonnements autour de mesures rassurantes : celle du protectionnisme, de l'Etat providence, de la précaution.... Les frontières mentales sont sûrement les plus difficiles à abattre. N'oublions pas qu'il y a près de 3 milliards de requêtes faites sur Google tous les mois, ce qui donne une mesure du foisonnement des idées et des initiatives en cours partout dans le monde. Si nous ne revisitons pas nos méthodes et nos modes de raisonnements nous ne serons nulle part dans cette révolution de la pensée et de l'action qui émerge sur tous les continents. Pour David Llyod George « *On peut tout faire par petits pas mesurés, mais il faut parfois avoir le courage de faire un grand saut : un abîme ne se franchit pas en deux petits bonds* ». Nous sommes en effet dans tous les domaines face à de gigantesques franchissements de seuils et cela exige sans attendre la mobilisation de toute notre intelligence et de tous nos talents. Pour reprendre Euripide « *Une fois qu'on a dépassé la limite, il n'y a plus de mesure* ». Alors plutôt que de nous conforter dans cette bonne dialectique platonicienne stérilisante, de nous neutraliser dans de bonnes moyennes rassurantes, essayons de développer cette sagesse qui consiste à savoir être un peu fou et créatif quand il le faut.

Xavier Guilhou¹

Octobre 2007

¹ Président de XAG Conseil et auteur de « Quand la France réagira... » chez Eyrolles- Février 2007
www.xavierguilhou.com

